

Ouverture cacophonique de la bibliothèque

Des citoyens qui attendaient à la porte ont fait leur entrée sous un tonnerre de bruit de 200 employés en grève

Le Journal de Québec · 13 mars 2024 · 11 · DOMINIQUE LELIÈVRE

La bibliothèque Gabrielle-roy a accueilli ses premiers usagers depuis 2019 dans la cacophonie, hier à Québec.

Environ 200 employés en grève dans les bibliothèques de Québec se sont massés sur la voie publique pour faire entendre leurs revendications de manière pacifique, mais dans le bruit. Alors qu'une quinzaine de citoyens attendaient fébrilement l'ouverture des portes sur le coup de 13 h, ces derniers ont dû subir le son assourdissant des trompettes, des crécelles et des castagnettes, avant de pouvoir s'introduire dans l'édifice revampé.

Les grévistes réunis à l'extérieur n'ont pas bloqué le passage aux visiteurs, certains au contraire prenant soin de leur indiquer le chemin, ni perturbé les opérations à l'intérieur.

SERVICE RÉDUIT

« J'attendais impatientement [la] réouverture », a lancé un des curieux sur place, Gilles Groulx, 73 ans, qui ne s'en faisait pas trop avec le bruit des manifestants. « Je pense que leurs demandes sont justifiées », a-t-il émis.

La réfection majeure de l'emblématique bibliothèque du quartier Saint-roch a duré plusieurs années et a coûté 43,3 millions \$.

En raison des moyens de pression, les heures d'ouverture sont réduites et certains services ne sont pas disponibles. Le débrayage a également entraîné l'annulation des festivités d'ouverture, ce qui coûtera 60 000 \$ aux contribuables.

« C'est important d'être présent et d'être nombreux pour que les gens prennent conscience du travail qu'on fait parce qu'effectivement, plusieurs gens pensent qu'être commis, c'est de prêter des livres. Mais ce n'est pas que ça », plaide Patricia Milo, une syndiquée, qualifiant de « vraiment ridicules » les salaires

MÉCONTENTEMENT

Les 240 travailleurs syndiqués sont en grève depuis le 1er mars après avoir rejeté à 73 % l'offre finale bonifiée de leur employeur, l'institut canadien de Québec (ICQ).

« On est là pour manifester notre mécontentement face au fait de ne pas avoir de nouvelles [de l'employeur] et d'être sans convention collective depuis le 31 décembre 2022 », a expliqué Édith Charland, qui est membre du comité de négociation.

Contrairement à ce que laisse entendre le syndicat, L'ICQ affirme que le canal de communication est ouvert.

« Les discussions se poursuivent. Nous souhaitons un règlement à la satisfaction des deux parties impliquées », a commenté Mélisa Imedjdouben, directrice des communications et de la vie organisationnelle.

Les négociations achoppent notamment sur la question du rattrapage salarial, selon Édith Charland. Elle affirme que les syndiqués ont 2 \$ de l'heure d'écart avec leurs collègues qui travaillent pour la Ville et que cet écart est encore plus important avec d'autres municipalités.

Manifestation et trompettes pour l'ouverture de la bibliothèque Gabrielle-Roy



1:59

Chargement de la vidéo

Quelque 200 manifestants en grève se sont déplacés pour l'ouverture de la bibliothèque Gabrielle-Roy, le 12 mars à midi.

PHOTO : RADIO-CANADA / FÉLIX MORRISSETTE-BEAULIEU

- [Jonathan Lavoie \(Consulter le profil\)](#)



[Jonathan Lavoie](#)

Publié hier à 15 h 14 HAE

Les bibliothèques de Québec ne semblent pas près de rouvrir leur porte. L'ouverture tant attendue de la Gabrielle-Roy au grand public a été enterrée, mardi, par quelque 200 manifestants qui scandaient des slogans. Aucune rencontre de négociations n'est à l'horaire pour tenter de régler le conflit de travail.

Insatisfaits de leurs conditions, les 240 employés de l'Institut canadien de Québec sont en grève générale illimitée depuis le 1^{er} mars.

Édith Charland, membre du comité de négociations, déplore la lenteur des négociations et le silence de l'employeur. C'est le néant, il ne se passe absolument rien. Il n'y a pas de rencontre prévues, l'employeur ne nous a pas donné de nouvelles.



Ouvrir en mode plein écran

Édith Charland, membre du comité de négociations

La convention collective des employés est maintenant échue depuis plus d'un an. Malgré quelques avancées, les dernières offres patronales ont été refusées à plus de 70 %.

L'Institut canadien de Québec, l'organisme qui gère le réseau de bibliothèques municipales à Québec, a néanmoins réussi à ouvrir la bibliothèque Gabrielle-Roy mardi midi. Plus d'une vingtaine de résidents faisaient déjà la queue pour être parmi les premiers à découvrir [le nouvel édifice, rénové au coût de 43 millions de dollars](#). C'est sûr qu'on va laisser passer les gens, on est des grévistes très pacifistes. En bibliothèque, on n'est pas vraiment menaçants. On va les laisser passer avec plaisir, explique Édith Charland pour rassurer les abonnés face au piquet de grève.



Ouvrir en mode plein écran

Les syndiqués ont affiché une liste de leurs revendications devant la bibliothèque Gabrielle-Roy.

Édith Charland précise que les syndiqués demandent notamment un rattrapage salarial, alors que des employés municipaux de Québec effectuant des tâches similaires sont payés deux dollars de plus l'heure, sans compter les primes.

Certains points en litige concernent aussi la gestion des horaires, les vacances et la conciliation travail-famille et travail-études.



Ouvrir en mode plein écran

Les 240 employés de l'Institut canadien de Québec, l'organisme qui gère les bibliothèques municipales de Québec, sont en grève depuis le 1er mars.

PHOTO : RADIO-CANADA / FÉLIX MORRISSETTE-BEAULIEU

Bien qu'il n'y ait aucune séance de négociations à l'heure, le syndicat maintient qu'il est encore trop tôt dans le processus pour faire appel aux services d'un médiateur. C'est sûr que, j'espère, qu'on va avoir des nouvelles de l'employeur avant de s'embarquer dans des histoires de conciliation.

L'Institut canadien de Québec a décliné notre demande d'entrevue. Dans une réponse par écrit, l'employeur indique que la nomination d'un conciliateur n'est pas exclue, mais que le canal de communication demeure ouvert avec le syndicat. Trois bibliothèques seront maintenues ouvertes à temps partiel pendant la grève, soit Gabrielle-Roy, Monique-Corriveau et Étienne-Parent. Elles seront ouvertes de 13 h à 18 h du mardi au vendredi et le samedi de 12 h à 17 h.

Avec la collaboration de Félix Morrissette-Beaulieu

Les maires de Québec et de Lévis déçus

Rien très concret pour la région, déplorent-ils

Le Journal de Québec · 13 mars 2024 · 7 · TAÏEB MOALLA

Faisant front commun devant les journalistes, les maires de Québec et de Lévis ont exprimé leur vive déception face au budget Girard.



Le maire de Québec, Bruno Marchand, assistait à la présentation du budget du Québec, hier, dans les gradins de l'Assemblée nationale.
PHOTO STEVENS LEBLANC

« Il y a des déceptions au niveau du transport collectif et du développement économique (...) On ne sort pas d'ici en disant qu'il y a un gain pour notre région », a laissé tomber le maire de Québec, Bruno Marchand, hier soir, à l'assemblée nationale.

Son homologue de Lévis, Gilles Lehouillier, a abondé dans le même sens en affirmant « qu'on accouche d'une souris » en ce qui concerne la Zone économique métropolitaine (ZEM), annoncée en grande pompe il y a près d'un an.

Au sujet des mégaprojets de réseau de transport structurant et de troisième lien, les deux maires sont également restés sur leur faim.

« Plus on reste stagnants, plus on prend du retard et plus les projets coûtent cher. On a ce sentiment d'urgence et on pense que le gouvernement va devoir l'avoir (...) Si on n'est pas capables de lancer quelque chose dans la prochaine année et qu'on repart en études, la région a perdu », s'est inquiété M. Marchand.

«DANSLEVIDE»

Pour M. Lehouillier, « le seul espoir que nous offre le gouvernement, c'est la Caisse de dépôt (CDPQ Infra). Sauf que la Caisse de dépôt, ça va donner quoi en bout de piste ? On n'en sait

rien (...) Ça fait depuis 2018 qu'on espère, mais on n'a strictement rien. (...) On pourrait se retrouver encore dans le vide pour un 8-10 ans ».

Dans l'attente de la CDPQ Infra, qui rendra ses conclusions en juin, aucune nouvelle somme spécifique n'est consacrée, dans le budget, au réseau de transport structurant de transport en commun de Québec ou au troisième lien.

Faut-il conclure que les travaux d'un éventuel réseau structurant ne pourraient pas débiter rapidement ?

« Pas du tout, a répondu Jonatan Julien, ministre responsable de la Capitale-nationale. Les sommes sont déjà inscrites et elles sont là [...] Toutes les sommes nécessaires sont disponibles. »

PROMENADE CHAMPLAIN

D'autre part, la phase IV de la promenade Samuel-de Champlain, réclamée avec insistance par M. Marchand, a été inscrite « à l'étude » du Plan québécois des infrastructures (PQI).

C'est une première étape en vue de la réalisation de ce projet.

Quelque 5 millions \$ sont prévus pour démarrer les études, mais aucun budget ni échéancier précis de réalisation n'est fourni.

« Le projet vise à faire de l'autoroute Dufferin-montmorency, entre la Baie de Beauport et le parc de la Chute-montmorency, une promenade littorale afin de permettre la reconnexion des quartiers avoisinants aux berges du fleuve Saint-laurent », explique-t-on.

Québec (encore) négligée

Le Journal de Québec · 13 mars 2024 · 7 · KARINE GAGNON

Signe des temps, en plein ralentissement économique, la capitale nationale doit se contenter de projets à l'étude ou sur pause, mais de très peu de réalisations concrètes dans le budget du Québec.



Heureusement que le maire Bruno Marchand n'avait pas trop d'attentes envers ce budget, car il aurait été grandement déçu.

En ce qui a trait aux grands projets, il peut à tout le moins être satisfait de la mise à l'étude de la phase IV de la promenade Samuel-de Champlain.

Le ministre responsable de la Capitale-nationale, Jonatan Julien, s'était engagé à faire cheminer le projet lors d'un entretien avec Le Journal cet été. Il respecte donc son engagement.

Sauf qu'il y a encore loin de la coupe aux lèvres avant la réalisation de cette phase quatre, dans l'est. Il s'agit en effet de la première étape de son inscription dans le Plan québécois des infrastructures (PQI).

En résumé, le gouvernement devra élaborer un dossier d'opportunité. On y évaluera la pertinence du projet et on recommandera la meilleure option.

Si le conseil des ministres l'autorise, le projet passera en mode planification, où un dossier d'affaires devra être réalisé. S'il est à nouveau autorisé, il pourra ensuite passer en mode réalisation.

GRANDS PROJETS EN PAUSE

Comme quoi rien n'est encore gagné, le réseau structurant de Québec était en mode planification depuis 2019 lorsqu'il a été mis sur pause à l'automne 2023.

Si la phase quatre avait représenté une priorité, elle aurait donc dû être mise à l'étude beaucoup plus rapidement.

L'ex-ministre responsable de la région, Geneviève Guilbault, avait malheureusement fait le choix de se limiter à la phase trois, promise et amorcée par les libéraux.

Il est intéressant de constater que sur les trois milliards d'investissements supplémentaires inscrits au PQI, le réseau routier récolte à nouveau la part du lion, comparativement au transport collectif.

Selon les calculs du chercheur Colin Pratte, de l'institut de recherche et d'informations socioéconomiques, la bonification atteint 10 % pour les investissements en transport routier, alors qu'elle est d'à peine 0,29 % en transport collectif.

Reflet de cette tendance, le réseau structurant de transport collectif demeure sur la glace, à l'étape de la planification.

Le gouvernement a retiré le projet à la Ville de Québec, en novembre, pour le pelleter dans la cour de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) Infra.

En vertu d'une entente entre la Ville, le fédéral et le gouvernement du Québec, plus de 500 M\$ y ont été investis jusqu'à maintenant, ce qui représente une somme considérable.

Le troisième lien a été intégré à cette même réflexion, six mois après avoir été mis à mort par le même gouvernement.

Même si le tunnel avait franchi l'étape de la mise à l'étude et de la planification, le besoin n'a jamais été décrit ni justifié comme prévu. Il n'a jamais non plus franchi l'étape du financement.

GESTES FORTS ATTENDUS

Il reste à souhaiter que l'ajout de 9,5 M\$ dans le budget de la Zone économique métropolitaine (ZEM) aboutisse enfin à de véritables gestes forts.

Jusqu'à maintenant, la ZEM, alliance des élus de la région qui devait permettre l'essor économique et social de toute la région, n'a accouché que d'une seule mesure concrète.

Après neuf mois, on a annoncé un tarif réduit pour le laissez-passer métropolitain, qui concerne 800 personnes.

La région est maintenant en droit de s'attendre à de véritables mesures structurantes.

« Strictement rien » dans le budget pour la région de Québec

- [Jonathan Lavoie \(Consulter le profil\)](#)



[Jonathan Lavoie](#)

Publié hier à 20 h 19 HAE

Les maires de Québec et de Lévis sont ressortis déçus de la présentation du sixième budget de la Coalition avenir Québec. Les attentes n'étaient pas très élevées, mais le maire Gilles Lehouillier constate qu'il n'y a finalement « strictement rien » dans [ce budget déficitaire](#) pour les résidents de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches.

Alors que la Coalition avenir Québec arrive à la moitié de son deuxième mandat, Gilles Lehouillier déplore qu'aucun montant ne soit budgété [ni pour le 3e lien ni pour le transport en commun structurant](#) dans la région.

Il y a un problème majeur. On laisse croire des choses à la population. [...] Ça fait depuis 2018 qu'on espère. On n'a rien là. On n'a strictement rien. Pendant ce temps-là, ce qui arrive, c'est que les retards s'accumulent, dénonce le maire de Lévis.

Au niveau de la mobilité, on est toujours dans le vide. Que ce soit Québec, Lévis, l'interconnexion entre les deux rives. On est totalement dans le vide. On ne sait plus où on s'en va.

Une citation de Gilles Lehouillier, maire de Lévis

Gilles Lehouillier note aussi qu'un autre projet de la région, la zone économique métropolitaine (ZEM), a pour l'instant accouché d'une souris, soit [un laissez-passer métropolitain dont moins de 800 personnes ont profité](#) en 2023. Il y a des gens d'affaires de Lévis et de Québec qui se sont mobilisés en disant : "Wow, ça va être fantastique." Et on n'accouche d'à peu près rien.

Déçu sur toute la ligne

Bruno Marchand était lui aussi déçu sur toute la ligne, bien qu'il reconnaisse que le contexte économique soit difficile pour l'ensemble des régions du Québec.

Dans le contexte où le budget du Québec affiche un déficit record, le maire de Québec avance qu'il faudra influencer encore davantage le gouvernement. Il faut être encore plus fort, travailler encore plus ensemble, parce que juste attendre que le gouvernement réfléchisse autrement, pour l'instant, on n'y arrive pas.

Même si le projet de transport collectif structurant apparaît toujours comme étant en planification, le maire de Québec nourrit encore l'espoir d'un lancement rapide du projet cet été, au terme de [l'étude menée par la filiale infra de la Caisse de dépôt et placement du Québec](#).

On nous a dit que dans le budget il restait des capacités, on va voir ce qu'ils sont capables de faire. S'il n'y a pas de lancement dans la prochaine année, la région a perdu.

Une citation de Bruno Marchand, maire de Québec

Un projet de relance économique

Le président de la Chambre de commerce et d'industrie de Québec, Steeve Lavoie, ne s'attendait pas à voir des sommes pour le tramway dans le budget 2025-2026. Il invite néanmoins le gouvernement à voir le projet comme une occasion de relance économique.

C'est justement dans les périodes plus difficiles qu'il faut lever les projets qui permettent justement de stimuler l'économie. Il ne faut pas attendre que l'économie aille bien pour stimuler ce type de projet là, soutient le représentant des entreprises de la région.

Steeve Lavoie se désole aussi de la disparition d'un milliard de dollars en programmes d'aide aux entreprises, dont le crédit d'impôt pour les travailleurs d'expérience, soit ceux âgés de 65 ans et plus.